



Lille

Discours d'Emmanuel Macron

14 janvier 2017

Bonjour Lille !
Bonjour le Nord, bonjour les Hauts-de-France !

Vous m'avez l'air formidablement enthousiastes.

(« *Macron Président !* »)

Je vois tellement de visages amis que je voudrais embrasser. Vous êtes ce soir, ici, au Zénith de Lille, nous sommes ce soir cinq mille.

Cinq mille avec nos histoires, nos parcours, nos différences et j'y tiens aussi parce que je les respecte, nos cheminements, nos imaginaires. Mais nous sommes cinq mille à vouloir porter un projet pour le pays malgré tout cela, pour la France, c'est cela qui nous rassemble ce soir !

Il y a un peu plus de neuf mois, nous avons fait un rêve, ensemble, nous n'étions peut-être pas cinq mille ce jour là, celui de lancer "En Marche !" et de ne pas nous arrêter aux clivages, à tout ce qui jusqu'ici bloquait le pays, aux vieilles habitudes, aux corporatismes. Et ce rêve, vous étiez des millions à le faire. Et mois après mois, cette vague a grandi, ce mouvement s'est renforcé, et vous êtes là ce soir parce que ce rêve n'était pas une folie, il était une ambition extrême pour le pays, pour notre pays, celle justement de travailler ensemble pour un projet qui nous unit plutôt que de rester divisés sur nos petites différences. Il y a quelques semaines, un reportage passait sur le mouvement dans le Nord, En Marche ! Et le journaliste demandait à quelques-uns, toutes celles et ceux qui étaient, je crois, autour de Christophe, s'ils avaient voté jusqu'ici à gauche, et la moitié de la salle a levé la main. Puis, le même journaliste a demandé « *qui ici avait voté la dernière fois à droite ?* », et la moitié de la salle a levé la main.

Seul le prononcé fait foi.

page 1 sur 13

Ça ne veut pas dire que nous pensons tous la même chose sur tout mais ça veut dire que nous sommes tous et toutes las d'entendre les chicayas, d'être pris dans cette comédie humaine des petits jeux et que tous et toutes, ce qui nous rassemble, c'est cette ambition de faire, de faire ensemble, de faire entrer en effet la France dans ce siècle nouveau et de donner à chacune et chacun sa place, c'est cela "En Marche !" dans ses différences, dans sa différence, c'est notre projet.

Alors je suis heureux aujourd'hui d'être dans nos Hauts-de-France, parce que moi aussi, vous savez, je suis un enfant des Hauts-de-France. Ce qu'on appelait naguère encore la Picardie. Cette terre, votre terre, notre terre, c'est une Terre-Monde. C'est un endroit où le monde s'est fait. C'est un endroit où on a fait les guerres, où on a fait le commerce au coeur de l'Europe, où on a produit. C'est ici que la révolution industrielle pour partie s'est jouée, que les mines se sont ouvertes, et ont fait travailler tant et tant, d'hommes et d'enfants pendant longtemps, de femmes. C'est ici que l'acier s'est développé, que le textile a grandi. Ces terres, elles ont été au coeur du monde nouveau au XIXème siècle, et bien avant. Ces terres ont toujours été des terres d'ambition, des terres d'avenir. Ces terres des Hauts-de-France ce sont aussi, mes amis, des terres de combats, du combat social, celui mené dès le début et qui s'est noué ici, après Courrières où 1099 ouvriers sont morts. Des terres de batailles, où pied à pied, mois après mois, la justice sociale s'est créée dans notre pays et s'est propagée en Europe parce que des femmes et des hommes se sont battus pour construire des droits nouveaux pour que le monde soit plus juste. Des terres de combats politiques aussi, et je veux ici avoir une pensée pour Roger SALENGRO. Vous pouvez l'applaudir. Grand maire de Lille qui s'est toujours battu contre les extrêmes, l'extrême droite, les ligues. Il en est mort.

Ces terres, elles ont toujours été dans le monde et elles ont toujours été dans le combat.

Elles sont au coeur du défi français parce que oui notre pays aujourd'hui, il est au monde, il est dans le monde et il est face à des combats nouveaux que nous allons inventer ensemble. Des combats qui nous feront entrer dans le XXIème siècle nouveau. ...

Alors oui, mes amis, ce que je suis venu vous dire ce soir, c'est que nous devons être à la hauteur de cette Histoire collective. Jamais, nous ne devons accepter celles et ceux qui, bafouant cette Histoire, voudraient nous faire croire que notre avenir se construit dans l'enfermement, dans le repli, dans l'oubli du monde. Jamais !

Jamais nous ne devons accepter le discours de celles et ceux qui voudraient nous expliquer qu'il faut accepter le monde tel qu'il vient, s'adapter aux injustices, aux incohérences, à une mondialisation parfois devenue folle. Jamais !

Nous sommes depuis deux jours parmi vous au coeur de ces Hauts-de-France et nous y avons vu les fractures profondes qui touchent notre pays parce qu'ici se joue comme un résumé du défi français. Il y a Lille, la triomphante, la conquérante, la métropole capitale de la culture. Du numérique, du commerce, de l'industrie du XXIème siècle. Lille n'a pas peur de la mondialisation, elle y vit. Elle est au coeur de l'Europe, elle voyage. Elle a une jeunesse qui étreint des continents et ce monde nouveau. Et je veux ici rendre hommage à Martine AUBRY qui n'est pas avec nous ce soir mais à laquelle je souhaite le meilleur rétablissement possible.

Et je veux aussi rendre hommage à Pierre MAUROY qui a accompagné cette transformation. Ce sont, à côté de cette métropole de Lille, des terres qui se transforment,

qui ont souffert de la désindustrialisation, qui ont à un moment été frappées, et qui se redressent, se réinventent avec courage.

C'est Valenciennes, cher Laurent (DEGALLAIX), par le travail que tu conduis aujourd'hui et qui a été mené par Jean-Louis BORLOO il y a maintenant près de vingt ans. Ce sont des terres industrielles qui résistent comme à Arques, chère Caroline (SAUDEMONT), et nous l'avons vécu. Des terres qui se battent contre les injustices, qui innovent, qui inventent. Nous étions ce matin, cher Frédéric (MARCHAND), à Hellemmes, et nous l'avons vu ensemble. Et puis, ce sont en même temps des terres qui ont été sacrifiées par la mondialisation.

J'étais hier dans le bassin minier - vous pouvez l'applaudir -, à Lens, puis Noeux-les-Mines, puis Hénin-Beaumont. Des terres où ce que ressentent nos concitoyens, c'est d'avoir été, en quelque sorte, la chair à canon de la mondialisation. D'avoir, pendant tant et tant de décennies, travaillé dur pour produire, puis d'avoir été balayés lorsqu'on leur a soudain expliqué qu'on allait fermer la mine, qu'on allait arrêter la sidérurgie un peu plus loin.

Alors, là, le chômage s'est installé, et n'est plus jamais parti.

Alors, là, le désespoir s'est installé, la grande misère.

Dans ces terres, que ça plaise ou non à certains, on vit beaucoup plus dur, et on vit moins longtemps, et c'est une injustice qu'il faut regarder en face, oui !

Parce que si nous en sommes arrivés là, c'est que, pendant trop longtemps, nous n'avons pas voulu regarder ce monde en train de changer.

J'étais hier, avec beaucoup de commerçants, d'artisans, à Lens, et il y avait Gervais MARTEL, que vous connaissez bien. Je vois qu'il y a des supporters de Lens, n'ayez pas d'ennuis avec les supporters du LOSC. Il disait une chose très vraie - son père était mineur-, il disait : « mon père qui est mort avant que tout cela ne ferme me disait dès le début des années soixante-dix : la mine ça ne pourra pas durer ». Il le savait très bien. Mais nous n'avons pas voulu voir. Les dirigeants n'ont pas voulu voir. Ils n'ont pas voulu raconter le monde, tel qu'il était en train de se faire, en train de bouger, parce que, oui, le changement fait peur, parce que le changement menace des emplois, des habitudes, mais à ne pas vouloir voir, expliquer, préparer, eh bien tout s'est passé soudainement et a été d'un seul coup balayé.

Alors ce que je ne veux pas aujourd'hui, pour mon pays, c'est refuser de voir, voir les risques parfois terrifiants, voir les changements qui font peur et qui tétanisent. Je veux qu'ensemble nous les nommions. Je veux qu'ensemble, lorsqu'on se rend dans ce bassin minier, on nomme les injustices, on nomme tout ce que nous n'avons pas suffisamment fait, on nomme en même temps les formidables batailles qui sont conduites sur le terrain par certains élus, par les associations, qu'on nomme la générosité des femmes et des hommes qui y vivent, qui aiment le travail, qui veulent du travail, qui ne demandent pas à être assistés, qui veulent aller de l'avant !

Et donc ce que je suis venu vous dire ce soir, c'est simple : nous sommes, toutes et tous ici, des enracinés, nous vivons en France, nous vivons sur ces terres, et nous partageons le même destin, et nous ne pouvons pas accepter qu'il y ait des terres qui réussissent formidablement bien et des terres qui soient condamnées à la stagnation ou au recul

Parce que nous sommes des enracinés, et, en étant enracinés, nous partageons ce destin commun. Et l'enracinement, comme le disait formidablement Simone WEIL, ce sont des devoirs : le devoir de regarder, de nommer, de s'engager. Et ne vous trompez pas, que toutes celles et ceux qui réussissent, et que je veux aider, n'oublent jamais d'où ils viennent, où ils sont nés, où ils vivent, où iront grandir leurs enfants et leurs petits-enfants. La responsabilité de vous qui êtes dans la salle et qui réussissez, c'est d'être là, enracinés, et de vous engager pour les autres. La responsabilité de celles et ceux qui doutent, c'est de faire confiance, c'est de ne pas croire de trop nombreux discours qui voudraient vous faire croire que haïr celui qui réussit est la meilleure façon de se sortir du dénuement : ça n'est pas vrai ; qu'avoir peur de l'autre c'est au final se protéger : ça n'est pas vrai non plus. Nous avons tous et toutes une responsabilité commune : celle des enracinés.

Alors, ce que je suis venu vous dire ce soir, c'est que le projet que nous allons porter, pour ne pas commettre les erreurs d'hier, c'est un projet lucide, c'est celui de l'émancipation. L'émancipation, c'est la liberté, encouragée, pour celles et ceux qui réussissent, qui veulent entreprendre, faire, oser, tenter, elle est essentielle. Et l'émancipation c'est aussi les opportunités redonnées à celles et ceux qui sont parfois bloqués, assignés à résidence, à qui la société ne propose plus rien, si ce n'est des aides, et à laquelle, en quelque sorte, on s'est habitué.

L'émancipation c'est un projet commun, c'est notre responsabilité commune.

L'émancipation c'est ce que nous allons ensemble porter pour toutes et tous dans notre pays !

Alors l'émancipation, mes amis, elle se construit d'abord en regardant le monde en face. Parce que nous sommes ce monde, comme je vous le disais. Nous n'existons pas comme une enclave. Notre destin est universel.

Alors oui, ce monde est plein d'insécurités.

Vous êtes ici aux portes de quartiers qui ont parfois fait trop parler d'eux, qui ont porté cette insécurité, qui ont nourri l'angoisse, en Belgique comme en France. Elle est là. Le mal est là, dans notre société, et il faut le regarder en face. Cette insécurité, elle est internationale, parce que c'est l'hydre de ce terrorisme nouveau, de ce projet de destruction de l'autre, de ce djihadisme totalitaire. Je ne parle pas de guerre pour ma part. La guerre suppose d'avoir un ennemi constitué et un ennemi face à soi. C'est une lutte, que nous conduisons, une lutte radicale, profonde, une bataille militaire sur certains théâtres d'opérations, mais une lutte politique, culturelle, en notre société même, et nous devons la regarder en face. Mais nous devons la regarder sans pour autant nous diviser.

Le piège que nous tendent nos ennemis, c'est celui de la haine, de la fracture, du repli sur soi. Qu'attendent celles et ceux qui nous attaquent ? Que nous ayons peur, que nous nous replions, que les quelques-uns qui tuent nos frères nous fassent nous diviser entre nous et conduisent à un malheur encore plus profond. La réponse, elle doit être claire, totale, extrême. D'abord la lutte, partout où nos intérêts se jouent, partout où la sécurité de nos concitoyens est à l'œuvre, nous devons là intervenir, mais intervenir avec intelligence, être conscients d'un ordre du monde qui est en train de profondément changer, où des puissances nouvelles émergent, avec lesquelles nous devons avoir un dialogue exigeant, intervenir partout, sur le plan diplomatique et éventuellement militaire, en construisant une diplomatie et un projet de paix. Notre sécurité, mes amis, elle ne sera pas assurée par une France qui attaquera partout, tout le temps, pas plus que notre sécurité n'a été assurée lorsque les Etats-Unis d'Amérique ont décidé de réagir aux attentats de 2001 par une

Seul le prononcé fait foi.

attaque immédiate qui a conduit à quoi ? À la déstabilisation profonde de toute une région, à la naissance de formes nouvelles d'organisations terroristes. Cela, nous ne devons pas le reproduire. La politique internationale que je veux conduire pour notre émancipation vraie et donc pour notre sécurité, c'est celle qui respectera l'équilibre, qui préservera l'indépendance française, qui assurera la stabilité des Etats et qui, partout, défendra nos valeurs et nos principes.

Pour construire la paix, nous avons donc besoin de retrouver le fil de cette diplomatie d'indépendance française, celui qui s'est construit dans l'histoire même de notre pays, qui fut porté par le Général DE GAULLE, un grand lillois, puis par François MITTERRAND. Cette politique, nous devons aussi la construire à l'aune de ce monde nouveau. Oui, ces risques sont absolus, le monde se recompose. À nos frontières, le terrorisme se prépare. À nos frontières, de nouvelles migrations arriveront. De Syrie aujourd'hui, d'Irak demain, de la Corne de l'Afrique. Des migrations politiques, climatiques, immanquablement, et cette diplomatie nouvelle nous devons la construire avec l'Europe, elle est essentielle.

J'étais il y a quelques jours à Berlin, j'ai parlé aux Allemands, aux dirigeants, mais aussi à la jeunesse allemande, à l'université Humboldt, et je leur ai tenu le même discours – je vous dis ça parce que, bien souvent, l'habitude française, ou la chorégraphie classique, c'est de vous dire ici que nos problèmes sont européens, que nous allons renverser la table avec l'Allemagne, que nous allons être très très dur, que nous allons aller voir la chancelière et lui expliquer ce qu'elle devrait faire, puis ensuite c'est d'aller en Allemagne et de dire que la France sera le premier partenaire comme il l'a toujours été. Donc je ne vous propose pas de renverser la table, parce que nous y sommes, c'est la nôtre : l'Europe c'est nous, Bruxelles c'est nous, c'est nous qui l'avons voulu. Et nous avons besoin de l'Europe, parce que l'Europe nous rend plus grands, parce que l'Europe nous fait plus forts. Nous continuerons à avoir une diplomatie française, mais, d'évidence, nous serons plus forts au niveau européen.

Regardez le monde : un pays-continent, la Chine, le bloc américain, des puissances régionales, qui ne partagent pas nos valeurs, mais avec lesquelles nous devons discuter, la Russie, l'Iran, la Turquie, l'Arabie Saoudite. Et regardez ce qui est train de se passer : l'Europe, qui a vécu dans sa chair, les attentats, fomentés pour partie en Syrie et en lien avec ce qui s'y passe, les migrations et les réfugiés qui ont bousculé l'Allemagne, venant du Proche et Moyen Orient. L'Europe vit au cœur de ces risques et l'Europe n'a même pas été à la table des discussions. Donc oui, nous devons avoir une diplomatie indépendante et exigeante, mais oui, nous devons aussi avoir une vraie Europe de la sécurité, de la défense. Et oui, si l'Europe n'avance pas assez vite, nous devons accepter de le faire à quelques-uns, c'est cela ce que j'ai dit à nos amis Allemands. Commençons par le faire à deux, déjà acceptons à deux d'avancer, de faire plus, de peser. Vous savez, quand j'entends certains dire : « la France aura vis-à-vis des Etats-Unis une politique très exigeante », la main sur le cœur, pensant que nous sommes encore à l'époque du Général DE GAULLE.

Je me réfère parfois au Général DE GAULLE qui est une grande figure de notre histoire, le père de nos institutions, et un homme qui a redonné à notre pays sa fierté et sa force.

Mais le Général DE GAULLE ne faisait pas souvent référence à MAC MAHON pour construire sa politique. Eh bien c'est à peu près aussi intempestif aujourd'hui de se réclamer d'une politique purement gaullienne. Le monde a changé, il n'est plus le même. J'en entends certains dire : « *Pensez-vous, il a 39 ans. Qu'est-ce qui va se passer quand il sera face M. POUTINE, à M. TRUMP ?* ».

Seul le prononcé fait foi.

- Un coup de boule !

(rires)

(applaudissements)

(« Macron Président ! »)

- Non, je prône la bienveillance. Je crois dans les vertus de la diplomatie et je pense qu'aussi longtemps que la diplomatie permet d'empêcher la guerre, elle est préférable. J'entends celles et ceux qui font mine de douter et j'ai des remarques de bon sens à leur dire. La première, c'est que beaucoup de celles et ceux qui disent ça ne seraient pas aujourd'hui invités à la table face à M. POUTINE et M. TRUMP. Qu'ils se rassurent parce que leur politique conduirait à cela et a parfois conduit à ce résultat. Qu'ils n'imaginent pas une seconde que si nous ne prenons pas nos responsabilités, si nous n'avons pas une politique exigeante, d'indépendance, de lucidité et que si nous n'avons pas une véritable exigence européenne, ils ne seront plus invités à la table face à M. POUTINE et face à M. TRUMP.

Donc ce que je veux pour mon pays, c'est cette politique exigeante, d'indépendance, française, franco-allemande, européenne qui nous permettra de porter notre vision, notre sécurité, nos valeurs et qui nous permettra d'avancer dans le monde. Donc oui, tendre une main aux États-Unis et leur proposer de poursuivre cette Histoire que nous continuons ensemble depuis tant de siècles et avoir un dialogue exigeant avec la Russie parce que nous devons parler avec elle mais parler avec elle ça ne veut pas dire être fasciné par elle, ça ne veut pas dire oublier que nous ne partageons pas les mêmes valeurs. Eh oui, c'est cela protéger notre pays, regarder le monde tel qu'il change avec lucidité, défendre nos intérêts et en même temps le faire avec une exigence chevillée au corps. C'est pour cela que lorsque je suis allé en Allemagne, j'ai proposé à nos amis allemands d'avoir une vraie politique de sécurité collective aux frontières, d'avoir un Schengen renforcé. Ceux qui proposent de balayer Schengen sont des naïfs. Ils oublient d'ailleurs qui a été à l'origine du projet Schengen ? Pas ce que je qualifierai de progressiste mais M. PASQUA, avec d'autres, qui fut un ministre de l'intérieur respectable de la France mais qui n'était pas réputé pour son laxisme. Il l'a fait pour quoi ? Parce qu'il a vu avec ses homologues que notre sécurité était mieux assurée aux frontières d'un espace commun et partout à l'intérieur de cet espace, c'est cela Schengen. Et donc quand on nous promet, quand le Front National, le parti Front National, nous promet de rétablir des sécurités aux frontières, il vous ment. Il vous promet de refermer le pays, de changer la vie de toutes celles et ceux qui ici à Lille passent leur vie d'un côté et de l'autre de la frontière alors que ce qu'il nous faut, c'est un contrôle renforcé aux frontières communes, c'est une politique commune d'asile, gérée depuis des États tiers, depuis l'origine en évitant à des familles de prendre des risques absolus de traverser la Méditerranée pour ensuite attendre des mois en se demandant ce qu'elles deviendront, c'est d'avoir une politique de renseignement commune et renforcée entre nous, d'avoir une gestion des titres communs, d'avoir des services de renseignement qui échangent davantage d'informations, d'avoir aussi une politique, ensemble, vis à vis des États d'origine et des États tiers. Qu'est-ce que cela signifie ? Ça veut dire que lorsque nous refusons de donner des titres à certaines personnes qui demandent le statut de réfugié ou qui demande d'avoir des papiers lorsqu'ils sont des migrants économiques, eh bien nous devons pouvoir les reconduire dans leur pays d'origine, ce n'est pas une pratique injuste, c'est une pratique efficace, sinon plus rien n'a de sens. Il n'est pas acceptable qu'aujourd'hui nous laissions s'installer une forme de laxisme coupable où des femmes et des hommes qui n'ont pas obtenu ces

Seul le prononcé fait foi.

titres, eh bien restent dans le pays et restent en s'installant dans la clandestinité, en s'installant eux-même dans la précarité et en conduisant une partie de notre population à considérer que plus rien n'a de sens, que le laxisme est là, que donc tout est possible et à confondre toutes les peurs et tous les sujets. Ce que j'ai proposé à nos partenaires européens, c'est donc d'avoir ensemble chaque année une conférence avec les Etats d'origine et les Etats de transit pour signer des accords effectifs de reconduite à la frontière, pour signer des accords qui conditionneront notre aide publique au développement à leur effectivité. C'est cela une politique d'exigence, de générosité et de responsabilité.

Et quand j'entends qu'on peut nous proposer, pour la énième fois, des quotas mais c'est à supposer que lorsque les quotas ne sont pas respectés on ait la main pour les faire respecter, ce n'est pas le cas aujourd'hui! Donc je ne propose pas une politique idéologique en matière d'immigration, je propose une politique efficace, claire, menée avec nos partenaires européens, c'est cela notre projet. Mais en même temps, nous nous battons pour notre sécurité, pour avoir cette politique européenne claire, conquérante parce que nous avons des valeurs différentes de certains autres. C'est aussi pour cela que lorsque je me suis rendu en Allemagne, j'ai reconnu le courage de ce pays, sa dignité, lorsqu'il a accueilli des réfugiés venant de Syrie et d'autres pays. Il les a accueillis parce que ce sont nos valeurs, parce que tout ce que je viens de vous dire n'aurait pas grand sens si au fond nous ne savions pas défendre nos valeurs.

Parce qu'un homme, une femme, une famille qui a quitté son pays, qui a pris tous les risques, qui a traversé la Méditerranée ou la route des Balkans pour arriver en Europe, vivre libre, ce n'est pas quelqu'un qui a choisi d'arriver en France, ce n'est pas quelqu'un qui vient ici pour profiter de la France. Ce sont des femmes des hommes d'ailleurs qui veulent travailler, construire leur vie. Non, ils ont défendu des principes, la liberté. Ce sont des émancipés. Et parce que nous nous battons, avec lucidité, avec les principes que je viens de rappeler qui seront les nôtres. Parce que nous allons nous battre partout, avec clarté, avec détermination et vigilance. Eh bien oui, nous devons le faire en défendant nos principes et nos valeurs. CHURCHILL pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'il était Premier ministre, a eu une très belle réplique.

Son ministre du budget - qui n'est jamais un rôle facile - vient le voir et lui dit : « *Monsieur le Premier ministre, c'est de plus en plus coûteux, la guerre est absolument terrible pour le pays, il va falloir qu'on coupe des budgets.* ».

C'est souvent le cas d'ailleurs, on fait comme ça, le budget de la culture est un bon candidat. Et CHURCHILL lui répond « *Mais si nous baissons le budget de la culture, alors pourquoi faisons-nous la guerre ?* ».

Alors je vous le dis, nous menons une lutte contre le terrorisme, nous mènerons des batailles, nous avons des ennemis. Mais si nous menons cette bataille partout, à quoi bon, si nous-même nous oublions nos valeurs ? A quoi bon se battre contre les terroristes, si nous divisons le pays ? Si nous prenons la déchéance de nationalité ? Ou si nous divisons le pays sur ses valeurs mêmes ? A quoi bon nous battre pour notre sécurité ? A quoi bon nous battre contre des ennemis qui ne respectent pas la liberté, nos valeurs, si en même temps nous-mêmes nous ne sommes pas à la hauteur de ces dernières ? Si nous-mêmes nous ne savons pas accueillir celles et ceux qui ont pris tous les risques, celles et ceux qui se sont montrés français en faisant cela. Nous nous battons pour notre sécurité, mais à la fin, nous nous battons parce que nous sommes ces émancipés, parce que nous voulons ces valeurs. Cette émancipation que nous voulons, que nous portons pour le pays, c'est

Seul le prononcé fait foi.

aussi celle qui se construit par le travail. Oui, le travail. Ah nous avons beaucoup de débats aujourd'hui pour savoir si il faut bousculer le pays pour le faire entrer dans la mondialisation en aidant en quelque sorte celles et ceux qui sont en train de réussir à aller plus vite, ou si il faut acter de la défaite. Dire « *Oui, à Lille on réussit très bien, à côté on réussira jamais* ». Et donc distribuer ce que l'on ne sait plus produire, qui des revenus universels, qui des dotations améliorées, ou que sais-je ... ? Le premier projet est un projet injuste, et je ne le partage pas. Parce que nous sommes les enracinés que l'évoquais. Parce que nous ne pouvons pas accepter que certaines et certains aient le privilège du travail et réussissent seuls. Le deuxième projet, il est inefficace. Parce qu'on ne peut pas promettre de redistribuer si on ne produit pas, si on ne réussit pas, si le pays n'est pas tiré. Alors oui ! Ce que je veux c'est un projet de justice efficace, de justice sociale au siècle contemporain. Le projet que nous portons, et que nous allons construire ensemble, il est basé sur le travail. Mais le travail tel que ce siècle nouveau nous permet de le construire, de le penser. C'est cela, l'émancipation contemporaine.

Parce que je veux être le candidat du travail, je veux qu'on entreprenne, qu'on réussisse, qu'on prenne des risques plus facilement. Je l'ai dit, je veux simplifier les normes, pour toutes celles et ceux qui créent, qui entreprennent et qui font. Avoir un droit du travail plus simple, non pas en promettant de bouger toutes les lois, non. En actant ensemble une chose toute simple, c'est que la loi ne peut ni ne doit être la même quand on a une multinationale à Lille, à Paris, ou ailleurs, lorsqu'on est une start-up, lorsqu'on est une TPE. Ca ne peut pas être la même chose lorsqu'on est dans le BTP, lorsqu'on est dans la sidérurgie, lorsqu'on est dans la boulangerie. C'est évident, mais c'est ainsi. Et donc, ce que je veux, c'est beaucoup plus simple. C'est que la loi définisse des principes, et qu'ensuite, au niveau de la branche et de l'entreprise, on négocie la réalité sur le terrain, ce qui fait la vie de l'entreprise. C'est cela notre projet. Et donc pour ce faire, nous aurons des principes généraux et tout sera renvoyé à la négociations dans l'entreprise, dans la branche, pour que la réalité des entrepreneurs soit plus simple, plus concrète, au réel du quotidien. Parce que cette République contractuelle à laquelle je crois, c'est aussi celle qui est plus juste, qui permettra de mieux protéger, qui permettra de faire réussir. Parce que je crois dans l'initiative économique, je veux supprimer le RSI. Les allègements de charge seront maintenus, un droit d'option vers le régime général sera permis, mais la gestion du RSI sera adossée au régime général. Parce que la vie des entrepreneurs, des indépendants, des professions libérales, doit être facilitée. Parce que je suis le candidat du travail, je transformerai le crédit d'impôt compétitivité-emploi en allègement de charges stable, visible, pérenne. Ce seront donc six points de charges patronales en moins, pour toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, quel que soit leur statut. Qu'elles soient indépendantes, que ce soient des individuelles, que ce soient des grandes entreprises, que ce soient, cher Christophe, des entreprises de l'économie sociale et solidaire, c'est de la justice.

Parce que ce coût du travail dont on a beaucoup parlé est aujourd'hui inefficace, eh bien nous devons encore l'alléger pour les emplois les moins qualifiés et pour les plus jeunes. C'est pour cela que j'ai décidé qu'au niveau du SMIC, ce seront 10 points de charges qui seront supprimés. Parce qu'aujourd'hui, nous ne finançons nos grands risques, la couverture sociale comme on l'appelle, que sur le travail. Eh bien la transformation que nous vivons va nous conduire à financer davantage par l'impôt parce que c'est plus juste, parce que c'est plus cohérent, et donc à diminuer le coût du travail pour tout le monde et ce faisant à faciliter les embauches. De la même façon, parce que je veux que le travail partout paye mieux, je souhaite alléger les cotisations salariales, celles qui sont payées par chacune et chacun et supprimer un peu plus de 3 points pour les remplacer par une augmentation plus limitée de la CSG. Qu'est ce que cela veut dire ? Que toutes celles et

Seul le prononcé fait foi.

ceux qui travaillent, quel que soit leur revenu, quel que soit leur statut, eh bien demain verront leur pouvoir d'achat augmenter, c'est cela ce que je veux. L'émancipation par le travail, elle doit aussi construire les rêves et les équilibres de ce monde nouveau dans lequel nous entrons. Et donc, oui, je souhaite que chacune et chacun soit protégé(e) face aux risques du chômage différemment. Qu'est-ce que cela veut dire ? Aujourd'hui nous sommes face à des injustices. Lorsque vous êtes salarié vous êtes protégé, vous avez des allocations chômage. Lorsque vous êtes un indépendant, un commerçant, un entrepreneur, et que demain vous échouez parce que chacune et chacun échoue, et il y aura d'autres échecs dans la société, et l'échec fait partie d'une société du risque eh bien vous n'êtes pas aujourd'hui protégé. Il y a aujourd'hui en France cette injustice fondamentale.

Ce que je veux donc c'est que le chômage devienne une protection universelle pour toutes et tous. Et que face à cette protection, il y ait des droits et des devoirs, et donc il n'y aura plus un droit au chômage parce qu'on est indemnisé, il y aura un droit pour tous avec des devoirs, celui de se former ou d'accepter l'offre d'emploi décente qui est proposée, parce que je ne veux plus entendre des femmes et des hommes qui expliquent : « *J'ai encore le droit de rester un peu au chômage.* », ou bien qui disent : « *On ne me propose rien.* ».

Parce que face à cela, je veux que nous ayons une vraie politique de formation continue et de qualification, un vrai service public de la qualification et de la formation tout au long de la vie, c'est cela l'émancipation véritable.

Concrètement qu'est-ce que cela veut dire ?

Aujourd'hui notre formation continue, plus de 35 milliards d'euros, elle forme bien celles et ceux qui ont déjà un emploi, elle forme bien dans le même secteur mais elle ne forme pas les intérimaires, elle ne forme pas les chômeurs de longue durée, elle ne prépare pas au changement. Et donc oui, nous avons un système généreux, alors oui, on nous dit tous les jours qu'il ne faut rien changer à ce système, c'est notre modèle social. Mais il a été pensé, construit par un formidable consensus national après 1945. Mais notre monde se transforme, regardons-le. Qu'est-ce qui est en train de se passer ? Qu'est-ce qui va se passer ? Un bouleversement aussi radical, même bien davantage que ce que nous avons vécu dans ce bassin minier où j'étais hier. Qu'est-ce qui est en train de se passer ? des secteurs entiers d'activité vont être balayés, bousculés par le numérique, par la transition énergétique et environnementale et donc oui, des milliers, des millions d'emplois seront détruits. Mais des milliers, des millions d'autres seront créés dans d'autres secteurs qui sont autant d'opportunités, dans le numérique, dans ce qu'on appelle la *silver* économie parce qu'il faudra créer des secteurs d'activité pour aider les plus âgés parce que le vieillissement est là parce que la dépendance est là, et nous devons nous préoccuper des plus anciens et donc des secteurs d'activité nouveaux vont se développer. Des opportunités dans l'énergie, dans l'environnement vont se produire. Aujourd'hui, celles et ceux qui sont en train de perdre leurs emplois, qui demain les perdront à cause de cette transition, rien n'est fait pour eux. Nous devons donc avoir un vrai service public moderne, contemporain, nouveau, qui va aider à cette transition, qui fera que dans 30 ans nous n'aurons pas l'équivalent du bassin minier aujourd'hui c'est à dire des femmes et des hommes à qui on a proposé le chômage ou les minima sociaux.

Alors que j'y étais hier, qu'est-ce qu'ils demandent ?

Du travail, du travail et que toutes celles et ceux qui parlent d'assistantat aillent entendre ceux qui depuis des décennies vivent là-bas, ils veulent du travail, rien d'autre.

(« *Macron Président !* »)

Seul le prononcé fait foi.

Et donc ce service public de la formation, de la qualification, ce ne seront pas des nouveaux postes de fonctionnaires, c'est simplement la réorientation de notre système actuel. C'est-à-dire que nous devons, à chaque chômeur qui n'a plus de perspectives, proposer, offrir une formation de 6 mois, d'un an, deux ans pour pouvoir se requalifier vers ces nouveaux secteurs d'activité, pour pouvoir trouver sa place dans ce siècle qui commence, pour pouvoir trouver sa part dans ce monde qui se recompose. Cher Jean-Paul DELEVOYE, c'est ce que tu expliques conférence après conférence, ce que tu expliquais déjà au CESE.

Ce monde nouveau qui advient, notre responsabilité c'est de le regarder en face avec ses menaces et ses opportunités et donc de préparer à tous les âges de la vie nos concitoyens.

Et donc ce service public de la qualification et de la formation, il passera par : plus de transparence, de l'évaluation des formations qui sont offertes ; celles qui ne sont pas bonnes et qui n'ont pas de résultats seront supprimées, nous ferons donc des économies. Mais celles qui sont adaptées nous les développerons, les universités prendront leur part mais nous proposerons à chacun de pouvoir se reconverter. Et après cette formation, chacune et chacun devra prendre l'offre d'emploi qui lui est offerte si elle correspond à ses opportunités. C'est cela, mes amis, l'émancipation par le travail, l'émancipation qui nous permettra de rentrer dans ce siècle.

L'émancipation, enfin, c'est l'école : rien n'existe, rien ne se fait si l'école ne fonctionne plus. Comme je vous le disais, je viens d'Amiens, rien ne me prédestinait, étant né à Amiens, dans la famille qui était la mienne, d'être là ce soir devant vous, rien. Je suis là parce que j'ai eu la chance d'avoir une famille qui m'a poussé à travailler, à étudier, d'avoir une grand-mère institutrice puis directrice d'école qui avait grandi, s'était sortie de sa condition par l'école, qui n'avait vécu que pour l'école et à chaque instant j'ai pensé à cela : au fait que, à deux générations près, rien ne me prédestinait à être devant vous. Alors il y a beaucoup de chance, il y a du travail, il y a des rencontres, il y a des gens qui vous aiment.

Mais le socle de l'histoire de ma famille, le socle de ce qui m'a conduit ce soir devant vous, le socle de toute émancipation de notre société : c'est l'école.

Or notre école aujourd'hui, notre école est bloquée depuis dix ans. Ses performances sont de moins en moins bonnes, les tests PISA comme on les appelle, se dégradent. Les derniers test anglo-saxons montrent que nous sommes pour les mathématiques, en CM1, les derniers. C'est non seulement un échec sur le plan pédagogique, académique, mais c'est une injustice parce qu'une école qui ne marche plus, ce sont des injustices qu'on reproduit, c'est une société qu'on ne transforme plus : c'est l'injustice au carré. Dans un monde qui se transforme avec des opportunités formidables, qu'allez-vous expliquer à des enfants qu'on n'a pas su former ? Et oui, il faut le regarder en face, dans les endroits où nous avons concentré les difficultés économiques, sociales, les problème d'intégration : c'est là que l'école est en crise. Nous avons aujourd'hui vingt pour cent de nos enfants qui en CM2 ne savent pas bien lire, écrire, compter. Ces enfants-là, ce sont les décrocheurs de demain, ce sont pour partie certains des délinquants ou des chômeurs de longue durée d'après-demain, ces décrocheurs de la petite enfance, je peux quasiment vous en donner les noms, selon leur famille, selon leur quartier, selon leur origine. Si nous croyons dans l'émancipation, si nous croyons dans la promesse républicaine, alors oui nous devons nous indigner face à cela, c'est cela notre combat.

Ce combat commence à la maternelle et j'expliquerai dans les prochaines semaines mon projet, pour la maternelle qui est fondamentale en particulier dans les endroits les plus difficiles. Ce combat, c'est ensuite pour l'école, le collège comme le lycée, de refuser le défaitisme dans lequel nous nous sommes installés et de remettre des heures d'enseignement devant les élèves. Baisser le nombre d'heures d'enseignement, ça n'est pas une réponse, c'est une défaite. C'est une injustice, en particulier dans les quartiers les plus difficiles, parce que le coeur de ces difficultés que j'évoquais se concentre dès l'école primaire, dans les quartiers les plus difficiles, les plus pauvres, les plus défavorisés. Ce que je ferai, c'est que dans tous ces quartiers, dans ces six mille classes de CP et de CE1, je diviserai par deux le nombre d'élèves par classe. Parce que dans ces classes où la difficulté s'est concentrée, c'est bien souvent non pas 20% mais parfois 80, 90% de non-apprentissage parce qu'il faut parfois de l'enseignement plus individuel, il faut d'autres méthodes. C'est un investissement véritable mais pour l'avenir, c'est un investissement pour éviter d'autres coûts : celui de la délinquance, celui de l'échec et celui du chômage.

Ces douze mille postes ils seront pour partie redéployés sur les créations en cours et pour partie financés sur les économies que je ferai dans le reste du système scolaire et en particulier sur l'épreuve du baccalauréat. Ce que je veux, c'est aussi mieux rémunérer ces enseignants, ces écoles. Dans ces écoles qui sont les vraies terres de bataille de la République et de son émancipation, que devons-nous faire ? Nous devons livrer bataille et donc nous devons donner de l'autonomie pédagogique, de l'autonomie de recrutement, de la possibilité de choisir les enseignants qui y travaillent, de les recruter sur l'adhésion à un projet, de les rémunérer bien davantage parce qu'ils portent un projet et de leur permettre d'avoir beaucoup plus de liberté.

Ce que nous avons vu ensemble, cher Frédéric (MARCHAND), ce matin, à Hellemmes, dans cette école maternelle, c'est un investissement, en particulier de la mairie, de l'école, de l'ensemble des enseignants pour justement aller contre le destin. Mais dans un vrai projet pédagogique, une vraie autonomie c'est celle-là que je veux partout dans l'école de la République, plus de liberté, plus de moyens mais en même temps, plus de responsabilité.

Avec la liberté il y a l'évaluation, la responsabilité, avec l'autonomie supplémentaire, il doit y avoir une évolution partout pour tout le monde, une vraie transparence. On doit voir les endroits où on n'arrive pas à avoir des résultats et ceux où on arrive à contrecarrer le destin. C'est celle-là, l'école que je veux, c'est ce projet : plus d'autonomie, plus de reconnaissance pour les enseignants et en même temps plus de responsabilité et d'évaluation. Je reviendrai dans les prochains jours et prochaines semaines sur le projet que je veux que nous portions plus en détails sur le collège, sur le lycée. Mais deux mots ici encore : le premier pour vous dire que l'un des défis qui est le nôtre, c'est lorsque le lycée s'achève et que les enfants doivent prendre la mer, l'entrée dans ce monde nouveau, dans l'enseignement supérieur, nous avons une transformation profonde à conduire : celle de l'orientation. Celle qui consiste à accompagner tous les enfants et en particulier les boursiers, celles et ceux qui viennent des quartiers les plus défavorisés à accéder à l'information, à accéder aux bonnes formations. J'étais tout à l'heure avec des enseignants, des associations formidables, cher Pierre MATHIOT ce que tu conduis depuis tant d'années ici avec ce formidable projet des programmes d'études intégrées qui a été chercher des jeunes boursiers à Lille, puis dans la région puis plus loin pour contrecarrer la fatalité. Pour permettre à des jeunes qui sont boursiers, dont les parents n'avaient pas fait d'études d'accéder au supérieur. Parce que qu'est-ce qu'il se passe aujourd'hui ? C'est que ce sont bien souvent les mêmes qui accèdent au supérieur parce que pourquoi vous avez, dans certaines filières, plus des trois quarts des élèves qui

Seul le prononcé fait foi.

arrêtent à l'issue de la première année d'université ? C'est parce que personne ne leur a expliqué, personne ne les a accompagnés, ne les a informés, ne leur a dit ce qui était bon pour eux, ce qui correspondait à leurs goûts. Et la plus belle phrase c'est celle qu'a prononcée tout à l'heure Omar, lorsqu'il a dit : "Avant de rentrer dans le programme, je pensais que tout ça c'était pas fait pour moi". Alors, oui, l'émancipation, c'est quand justement par cette transformation on fait que les plus défavorisés arrêtent de penser que tout cela n'est pas fait pour eux.

Alors j'y reviendrai. Il y a aussi le travail formidable fait dans les lycées professionnels, le travail essentiel fait dans l'apprentissage pour nos jeunes, cher Patrick, j'y reviendrai dans les prochains jours et les prochaines semaines. Je ne peux pas tout vous dire ce soir vous le savez bien. On me reproche parfois même d'être trop long, mais je suis trop long parce que j'explique, parce que je décris ce monde, parce que j'essaie de porter ce projet commun, ce sens commun qui est le nôtre, de réinscrire...

(« Macron Président ! »)

Alors oui, je reviendrai vous parler de l'apprentissage, de l'environnement, de la culture qui soit aussi les armes de notre émancipation collective. Mais je finirai par vous dire une chose simple : cette émancipation qui est notre projet, qui est d'aider celles et ceux qui réussissent à réussir encore mieux plus vite et plus fort, d'aider chacune et chacun à trouver sa place parce que nous vivons ensemble. Ce projet qui réconcilie l'efficacité, la liberté et la justice sociale, il n'est possible que par votre engagement, que par l'engagement de toutes et tous. Il n'est possible que par le travail des associations, des élus locaux, du terrain, de ce qui est fait.

Cette région elle se bat. J'ai parlé de beaucoup d'élus, toi Dominique, j'étais il y a quelques mois encore à Wattrelos à tes côtés, de ce qui est fait par le président de la région Xavier BERTRAND à qui je veux ici aussi rendre hommage, qui se bat et qui s'est battu face au Front National. Que Jean-Paul HUCHON, qui est toujours à mes côtés a conduit lorsqu'il menait les destinées de cette belle région d'Île-de-France, et il est là parmi vous, que tu as mené Jacky à la tête de CCI. Ce combat, c'est celui des élus, celui des associations, c'est votre engagement, c'est comme cela que nous le tiendrons. Alors vous savez, j'entends déjà toutes celles et ceux qui vous diront que c'est un rêve, que nous sommes des rêveurs : "à force de croire obstinément à ses rêves, on finit par imposer sa réalité."

(applaudissements)

Alors oui, mes amis cette phrase que vous venez d'applaudir, elle n'est pas de moi, elle est de Pierre MAUROY. Alors oui, je vais vous le dire ce soir : que toutes celles et ceux qui pensent que nous sommes des rêveurs soient rassurés, nous le sommes ! Mais, que toutes celles et ceux qui pensent que nous sommes des rêveurs soient terriblement inquiets parce que nous sommes des obstinés ! Donc ce que je vous demande ce soir, avec moi, c'est pour les cent jours qui nous restent, de porter ce projet d'émancipation partout, de rassembler toutes celles et ceux qui sont aujourd'hui à droite et qui vous disent vouloir y rester mais ne pas s'y retrouver; toutes celles et ceux qui à gauche doutent et ne s'y retrouvent plus ; toutes celles et ceux qui ont peur, ne cédez rien aujourd'hui aux discours de haine, ne cédez rien aux discours de repli, venez retrouver le mouvement de l'optimisme volontaire, celui de l'espérance, le nôtre, le vôtre !
J'ai besoin de votre force, de votre fougue !

Vive la République, vive la France !

Merci à vous !

(Marseillaise)

Merci à vous !

Je compte sur vous !

Aller plus loin

Le replay >

youtube.com/watch?v=iXIDzXcT_UE

L'article sur le site >

en-marche.fr/croire-a-reves-lille-14-janvier-2017/

Suivez Emmanuel Macron

